

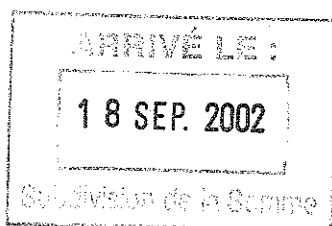


PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions
Interministérielles

Urbanisme et Environnement
3^{ème} Bureau

Commune d'AMIENS
S.A. « SO.CO.PIC. »



ARRÊTE du 9 septembre 2002

**Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1 et suivants relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article 20 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2000 autorisant la S.C.A. « DALKIA », siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à SAINT-ANDRÉ (59350), à exploiter une centrale thermoélectrique de cogénération sur la zone industrielle Nord d'AMIENS, parcelle cadastrée section KR n° 627 ,

Vu le changement d'exploitant intervenu le 15 juin 2000 au bénéfice de la S.A. « SOCIÉTÉ DE COGÉNÉRATION DE PICARDIE » (SO.CO.PIC.), siège social : 22 rue Alphonse Paillat à AMIENS (80000) ;

Vu la demande présentée le 19 juin 2002 par la S.A. « SOCIÉTÉ DE COGÉNÉRATION DE PICARDIE » en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à des modifications dans l'exploitation de la centrale susvisée, et notamment l'implantation d'une nouvelle chaudière d'ultime secours alimentée au gaz naturel d'une puissance de 19,1 MW ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 21 juin 2002 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Somme du 8 juillet 2002 ;

L'exploitant entendu ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article 20 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, dans les formes prévues à l'article 18 du même décret, d'imposer à cet établissement relevant du régime de l'autorisation, des prescriptions additionnelles afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : Sous réserve du droit des tiers, la S.A. « SOCIÉTÉ DE COGÉNÉRATION DE PICARDIE » (SO.CO.PIC.), siège social : 22 rue Alphonse Paillat à AMIENS (80000), est autorisée à exploiter une centrale thermoélectrique de cogénération sur la zone industrielle Nord d'AMIENS, parcelle cadastrée section KR n°627.

Cette autorisation est délivrée sous réserve du strict respect des conditions et prescriptions jointes en annexe de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2000 modifiées et complétées par les articles 2 à 4 ci-après.

Article 2 : Le titre I de l'annexe à l'arrêté du 25 mai 2000 est modifié comme suit :

" **TITRE I : ACTIVITÉS AUTORISÉES**

*	LIBELLÉ DE LA NOMENCLATURE	VOLUME OU QUANTITÉ MAXI	RUBRIQUE	RÉGIME
E	<p>Installation de combustion</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1) Supérieure ou égale à 20 MW</p>	<p>Puissance totale maximale : 135 MW</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une turbine à gaz d'une puissance de 105 MW PCI - Une chaudière de récupération fonctionnant avec un brûleur de post-combustion consommant 30 MW PCI de gaz - 2 chaudières (n° 3 et 4) au gaz naturel d'une puissance respective de 11,5 MW et 19,1 MW (En fonctionnement normal, les deux chaudières susvisées ne peuvent pas fonctionner en même temps que la turbine et la chaudière de récupération) 	2910.A	A
SC	<p>Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa</p> <p>1. Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant :</p> <p>a) supérieure à 300 kW</p>	<p>Une station de compression de gaz naturel composée de 3 compresseurs de 280 kW chacun de puissance absorbée soit :</p> <p>840 kW au total</p>	2920.1	A
SC	<p>Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa</p> <p>2. Comprimant ou utilisant des fluides non inflammables ou non toxiques, la puissance absorbée étant :</p> <p>b) supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</p>	<p>Deux compresseurs à air nécessaire pour l'air instrument et l'air service, ces compresseurs ont une puissance absorbée nominale de 45 kW soit :</p> <p>90 kW au total</p>	2920.2	D
SC	<p>Acide chlorhydrique à plus de 20 %</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t</p>	<p>Une cuve d'acide chlorhydrique de 20 m^3 à 33 % soit 23,6 t utilisées pour le traitement d'eau brute</p>	1611	NC
SC	<p>Emploi ou stockage de lessives de soude</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t</p>	<p>Une cuve de soude de 4 m^3 à 30 % soit 5,33 t utilisées pour le traitement de l'eau brute</p>	1630	NC

A : Autorisation

E : Activité modifiée

D : Déclaration

SC : sans changement

NC : Non classable

I. 2 - Rythme de fonctionnement

L'établissement fonctionne en continu.

I. 3 - Taxe unique

L'établissement est assujetti à la taxe générale sur les activités polluantes au titre de son exploitation pour la rubrique 2910. "

Article 3 : Le titre VI de l'annexe à l'arrêté du 25 mai 2000 est modifié comme suit :

" TITRE VI : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

VI.1 – Évacuation – Diffusion

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

VI.2 – Cheminée – Dispositif de prélèvement

	Hauteur en m	Diamètre au débouché en m	Débit maximal en Nm ³ /h humide	Vitesse mini d'éjection en m/s
Turbine à gaz au by-pass (n° 1)	21	3,2	373000	25
Turbine à gaz + Post combustion (n° 2)	21	3,2	376000	17
Chaudière en mode air frais (n° 2)	21	3,2	278000	12
Chaudière n° 3	21	1,1	15000	6
Chaudière n° 4	21	1,27	23000	6

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Les appareils de mesures sont implantés dans une zone d'homogénéité de l'écoulement gazeux et de manière à ne pas perturber la réalisation des mesures périodiques.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre l'endroit où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

VI.3 – Valeurs limites de rejets

Les caractéristiques des effluents atmosphériques avant rejet et après traitement sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Valeurs limites		Cheminée 1 Turbine à gaz au Bi-pass (1)		Cheminée 2 Tag avec ou sans post combustion (1)		Cheminée 2 Chaudière post combustion en mode air frais (2)(3)		Cheminée 3 Chaudière n° 3		Cheminée 4 Chaudière n° 4	
Concentration en mg/Nm ³	Flux en kg/1/2h										
Poussières		10	1,6	12	2,5	5	0,2	5	0,03	5	0,05
Oxyde de soufre (eq.SO ₂)		10	1,6	12	2,5	35	1,6	35	0,2	35	0,35
Oxyde d'azote (eq.NO ₂)		60	8,6	70	11	200	8,8	100	0,6	100	1
Monoxyde de carbone		35	5,9	83	9,7	100	4,4	-	-	-	-

(1) Valeurs ramenées à 15 % d'oxygène

(2) Valeurs ramenées à 3 % d'oxygène

(3) Fonctionnement de moins de 500 h/an

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions de référence suivantes :

- gaz sec
- température : 273° K
- pression : 101,3 kPa

VI.4 – Surveillance des rejets – Bilan matière

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les appareils de mesures sont vérifiés et entretenus aussi souvent que nécessaire.

Les mesures portent sur les rejets suivants :

PARAMÈTRES	FRÉQUENCE
	Conduit n° 2
Débit	Annuelle
O ₂	En continu
CO	En continu
SO ₂	Annuelle
NO ₂	En continu

Un état récapitulatif des résultats de ces mesures pour le mois N est adressé à l'inspection des installations classées avant la fin du mois N + 1, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures en continu font apparaître que les valeurs limites sont respectées lorsque :

- ⇒ Aucune moyenne journalière ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté.
- ⇒ 97 % des moyennes semi-horaires établies sur un mois respectent la valeur limite d'émission. Ces 97 % sont comptés en dehors des périodes de démarrage et d'arrêt.
- ⇒ Les moyennes semi-horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Toutefois n'est pas prise en compte dans la période de fonctionnement la durée correspondant aux opérations d'essais après réparation, de réglage des équipements thermiques ou d'entretien, de remplacement, de mise au point ou de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures de polluants atmosphériques. La durée maximale cumulée de ces périodes ne peut dépasser 5 % de la durée totale de fonctionnement des installations.

Les appareils de mesure fonctionnant en continu sont vérifiés à intervalles réguliers. Les instruments de mesure des concentrations d'oxyde d'azote, d'oxygène font l'objet d'un calibrage, par exemple en utilisant des gaz étalons sur le site et un examen de leur fonctionnement.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des matériels d'analyse et de la représentativité des analyses fixées, l'exploitant fait réaliser annuellement, par un organisme agréé, un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement, définis au paragraphe précédent.

L'exploitant fait effectuer au moins tous les 3 ans par un organisme agréé sur les cheminées 3 et 4 une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

VI.5 – Bilan environnement – Gaz à effet de serre

Un bilan annuel indiquant les flux polluants émis et l'état récapitulatif des analyses et mesures effectuées sera transmis chaque année à l'inspection des installations classées, sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire. "

Article 4 : Le titre VIII de l'annexe à l'arrêté du 25 mai 2000 est modifié comme suit :

" TITRE VIII : PRÉVENTION DES ÉMISSIONS SONORES

VIII.1 – Prescriptions génériques

1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des installations afin que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

1.3. Appareils de communication

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

VIII.2 - Valeurs limites d'émergence et de niveau acoustique

Les émissions sonores de l'établissement sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées.

En particulier, dans les zones à émergence réglementée elles n'engendrent pas une émergence supérieure à 5 dB(A) pour les périodes de 7 h à 22 h. Cette valeur de 5 dB(A) est ramenée à 3 dB(A) pour les périodes allant de 22 h à 7 h ainsi que le dimanche et les jours fériés.

Les niveaux sonores en limite de propriété de l'établissement ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- 65 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés ;
- 60 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

VIII.3 - Vérification des valeurs limites

L'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité quinquennale, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs limites réglementaires, en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations.

Les premières mesures de niveaux acoustiques seront réalisées dans les 6 mois qui suivent la mise en service de l'installation.

Article 5 : Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie d'AMIENS par les soins du maire, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie d'AMIENS pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire précité.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans « Le Courrier Picard » et « Picardie La Gazette ».

Article 6 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'AMIENS, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. « SOCIÉTÉ DE COGÉNÉRATION DE PICARDIE » et dont une ampliation sera adressée aux :

- Directeur départemental de l'équipement de la Somme ;
- Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;
- Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme ;
- Directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme ;
- Directeur régional de l'environnement de Picardie.

Amiens, le 9 septembre 2002

Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,



Claude SERRA

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
POUR AMPLIATION**

Pour le préfet et par délégation :
L'attaché, chef de bureau,


Marc COTTEAUX